

F. 2001 — 3190

[2001/22780]

**9 AOUT 2001.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 9 juillet 2000 pris en exécution de l'arrêté royal du 9 juillet 2000 fixant le cadre organique du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement

La Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, le Ministre des Affaires sociales et le Ministre de l'Intégration sociale,

Vu l'arrêté royal du 12 juillet 2001 modifiant l'arrêté royal du 9 juillet 2000 fixant le cadre organique du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement;

Vu l'avis motivé du 8 février 2001 rendu par le Comité de concertation de base du Secteur XII « Affaires sociales »;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 juillet 2001;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 16 mai 2001,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les emplois suivants repris à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 9 juillet 2000, précité sont répartis comme suit :

Personnel administratif

19 des 54 emplois d'inspecteur social sont rémunérés par l'échelle de traitement 10 C.

49 des 196 emplois de contrôleur social principal sont rémunérés par l'échelle de traitement 28 J.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 12 juillet 2001 modifiant l'arrêté royal du 9 juillet 2000 fixant le cadre organique du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

Bruxelles, le 9 août 2001.

La Ministre de la Protection de la Consommation,  
de la Santé publique et de l'Environnement,  
Mme M. AELVOET

Le Ministre des Affaires sociales,  
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre du Budget et de l'Intégration sociale,  
J. VANDE LANOTTE

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 2001 — 3191

[C - 2001/01164]

**3 NOVEMBRE 2001.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juin 1999 réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion de matches de football

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, notamment l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°;

Vu l'arrêté royal du 3 juin 1999 réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion de matches de football;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2001;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que les normes figurant dans le présent arrêté comprennent un peaufinage de la réglementation existante en matière de gestion des billets et se composent plus précisément d'une réglementation sévère en matière de mise à disposition de titres d'accès en vue de permettre un contrôle d'accès contraignant; qu'avec cet objectif, une série de mesures sont imposées aux organisateurs de matches de football, mesures qui doivent pouvoir être prises le plus rapidement possible; qu'en vue de la sécurité juridique, il convient par ailleurs que cette modification soit introduite le plus rapidement possible dans l'ordre juridique belge afin que la

N. 2001 — 3190

[2001/22780]

**9 AUGUSTUS 2001.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 9 juli 2000 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 9 juli 2000 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Maatschappelijke Integratie,

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juli 2001 tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juli 2000 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu;

Gelet op het met redenen omkleed advies van 8 februari 2001 uitgebracht door het basisoverlegcomité van Sector XII « Sociale Zaken »;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 maart 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 5 juli 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 16 mei 2001,

Besluiten :

**Artikel 1.** De hierna vermelde betrekkingen opgenomen in artikel 1 van het voornoemd ministerieel besluit van 9 juli 2000 worden onderverdeeld als volgt :

Administratief personeel

19 van de 54 betrekkingen van sociaal inspecteur worden bezoldigd in de weddeschaal 10 C.

49 van de 196 betrekkingen van eerstaanwendend sociaal controleur worden bezoldigd in de weddeschaal 28 J.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het koninklijk besluit van 12 juli 2001 tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juli 2000 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

Brussel, de 9 augustus 2001.

De Minister van Consumentenzaken,  
Volksgezondheid en Leefmilieu,  
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Sociale Zaken,  
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Begroting en Maatschappelijke Integratie,  
J. VANDE LANOTTE

#### MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2001 — 3191

[C - 2001/01164]

**3 NOVEMBER 2001.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juni 1999 houdende de regels voor het ticketbeheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, inzonderheid op artikel 10, eerste lid, 5°;

Gelet op het Koninklijk besluit van 3 juni 1999 houdende de regels voor het ticketbeheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 juli 2001;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat de normen die in dit besluit zijn opgenomen, een verfijning inhouden van de bestaande reglementering inzake ticketbeheer en meer bepaald bestaan uit een strikte reglementering inzake de ter beschikkingstelling van toegangsbewijzen om een dwingende toegangscapaciteit mogelijk te maken; dat met dit doel een aantal maatregelen opgelegd worden aan de organisatoren van voetbalwedstrijden die zo vlug mogelijk moeten kunnen worden genomen; dat het trouwens ook met het oog op de rechtszekerheid gepast voorkomt dat deze wijziging zo vlug mogelijk in de Belgische juridische orde

politique modifiée en matière de gestion des billets puisse être en vigueur le plus rapidement possible; qu'au cas où cela ne serait pas le cas, cela prêterait à confusion parmi les organisateurs de rencontres de football et le public qui souhaite acquérir des titres d'accès;

Que dans les clubs de football qui ont été impliqués dans la réflexion préalable ayant mené à la réalisation de cet arrêté royal, il règne momentanément une confusion, vu que certains clubs de football appliquent la réglementation existante tandis que les autres clubs se basent déjà sur la réglementation à venir. Que de cette manière, le public souhaitant acquérir un titre d'accès est confronté avec des règles qui diffèrent d'un club à l'autre en vertu desquelles, dans les premiers clubs, un seul titre d'accès est fourni sur présentation d'un moyen de légitimation tandis que les autres clubs délivrent plusieurs titres d'accès à une personne sur présentation d'un moyen de légitimation ou d'un document d'identification. Que de telles situations mènent à la confusion et à des situations intolérables et qu'il convient de mettre fin le plus rapidement possible à cette situation incertaine. Que si la situation actuelle devait perdurer, cela risquerait de postposer de plusieurs mois l'effet utile de la réglementation proposée, ce qui est contraire au principe de bonne administration;

Que, en plus, l'arrêté royal du 3 juin 1999 réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion des matches de football stipule que respectivement 4 et 2 titres d'accès par personne qui s'est identifiée peuvent être délivrés au secrétariat central et dans les points de vente décentralisés, seule l'identité de l'acheteur devant être connue. Qu'une telle réglementation a pour conséquence qu'une personne peut donner les titres d'accès supplémentaires qu'elle achète à des personnes avec une interdiction de stade. Que plus de deux ans d'application dans la pratique de cet arrêté royal ont en effet permis de constater que des personnes avec une interdiction de stade se trouvent fréquemment dans les stades de football; que ceci peut donner naissance à des incidents vu que de telles personnes présentent un risque inhérent pour la sécurité. Que dans l'arrêté royal proposé, il est prévu que seul un titre d'accès peut être acheté par personne qui s'est identifiée. Que par dérogation à cette règle, l'organisateur peut encore décider de délivrer trois titres d'accès supplémentaires à une personne, pour autant que les personnes à qui ils sont destinés, soient identifiées; que de cette manière, chaque personne qui s'est procuré un titre d'accès est obligée de s'identifier, ce qui n'est pas le cas dans la réglementation actuelle. Qu'avec cette modification, il est également évité que les personnes avec une interdiction de stade puissent encore pénétrer dans le stade et de cette façon, la sécurité dans le stade peut être garantie et n'est pas mise en danger par la présence de personnes avec une interdiction de stade;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 1 octobre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et remplacé par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 3 juin 1999 réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion de matches de football, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>e</sup>, après « son identité », est ajouté « et son choix de supporter ».

b) à l'article 1<sup>er</sup>, 8<sup>e</sup>, après « une personne physique », est ajouté « ou association » et après « pour un groupe de personnes physiques », est ajouté « dont l'identité et le choix de supporter de chaque personne individuellement est connu ».

c) l'article 1<sup>er</sup> est complété par le point suivant, rédigé comme suit : « 9<sup>e</sup> « données nominatives » : nom et prénom(s) de la personne physique à qui un titre d'accès ou un abonnement est accordé ».

**Art. 2.** Au premier alinéa de l'article 2, après "19", est ajouté, "19bis".

L'alinéa 2 de l'article 2 du même arrêté est complété comme suit : « cependant les articles 19, § 4 et § 5, deuxième alinéa, ne s'appliquent à ces matches que lorsque l'organisateur est une équipe de première division nationale ».

**Art. 3.** L'article 6 est complété par un 4<sup>e</sup> point, rédigé comme suit :

« 4<sup>e</sup> les données nominatives du détenteur de l'abonnement ».

ingevoerd wordt opdat de gewijzigde politiek inzake ticketbeheer zo vlug mogelijk van kracht kan zijn; dat indien dit niet het geval zou zijn, dit aanleiding zou geven tot verwarring bij de organisatoren van voetbalwedstrijden en het publiek dat zich toegangsbewijzen wenst aan te schaffen;

Dat bij de voetbalclubs, die voorafgaand betrokken zijn geweest bij het overleg voor de totstandkoming van dit Koninklijk besluit, momenteel een verwarring heerst aangezien de ene voetbalclub de bestaande reglementering toepast terwijl de andere club zich reeds richt op de toekomstige reglementering. Dat also het publiek dat zich een toegangsbewijs wenst aan te schaffen, geconfronteerd wordt met regels die verschillen van club tot club waarbij door de ene club slechts één toegangsbewijs wordt afgeleverd mits voorlegging van een middel ter legittimatie terwijl de andere club meerdere toegangsbewijzen aan een persoon aflevert middels voorlegging van een middel ter legittimatie of een document ter identificatie. Dat dergelijke situaties leiden tot onduidelijkheid en wantoestanden en het gepast is dat zo vlug mogelijk een einde wordt gemaakt aan deze onzekere toestand. Dat indien de huidige situatie zou bestendig worden, dit riskeert het nuttig effect voor de voorgestelde reglementering met meerdere maanden uit te stellen, hetgeen strijdig is met het principe van behoorlijk bestuur;

Dat daarenboven het Koninklijk besluit van 3 juni 1999 houdende de regels voor het ticketbeheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden bepaalt dat er aan het centraal secretariaat en op de gedecentraliseerde verkooppunten respectievelijk 4 en 2 toegangsbewijzen kunnen afgeleverd worden per persoon die zich identificeert waarbij enkel de identiteit van de aankoper gekend dient te zijn. Dat een dergelijke regeling tot gevolg heeft dat een persoon de bijkomende toegangsbewijzen die hij aankoopt, kan doorgeven van personen met een stadionverbod. Dat meer dan 2 jaar toepassing in de praktijk van het Koninklijk besluit immers toegelaten heeft vast te stellen dat inderdaad veelvuldig personen met een stadionverbod zich in een voetbalstadion bevonden; dat dit aanleiding kan geven tot incidenten aanzien dergelijke personen een inherent risico vormen voor de veiligheid. Dat in het voorgestelde Koninklijk besluit wordt voorzien dat slechts een enkel toegangsbewijs kan worden verkregen per persoon die zich identificeert waarbij in afwijking hiervan de organisator nog kan beslissen om aan een persoon maximum drie bijkomende toegangsbewijzen toe te kennen voor zover de personen voor wie ze bestemd zijn geïdentificeerd zijn; dat op die wijze iedere persoon die zich een toegangsbewijs aanschafft, verplicht is zich te identificeren, hetgeen in de huidige reglementering niet het geval is. Dat met deze wijziging dan ook vermeden wordt dat personen met een stadionverbod het stadion alsnog zouden kunnen betreden en op die wijze de veiligheid in het stadion kan gegarandeerd worden en niet in gevaar gebracht wordt door de aanwezigheid van personen met een stadionverbod;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 1 oktober 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid 2<sup>e</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en vervangen door de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het Koninklijk besluit van 3 juni 1999 houdende de regels voor het ticketbeheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in artikel 1, 7<sup>e</sup>, wordt na « zijn identiteit » toegevoegd « en zijn supporterskeuze ».

b) in artikel 1, 8<sup>e</sup>, wordt na « een natuurlijke persoon » toegevoegd « of vereniging » en wordt na « voor een groep natuurlijke personen » toegevoegd « waarbij de identiteit en de supporterskeuze van elke individuele persoon gekend is ».

c) artikel 1 wordt aangevuld met het volgende punt, luidende : « 9<sup>e</sup> « nominatieve gegevens » : naam en voorna(a)m(en) van de natuurlijke persoon aan wie een toegangsbewijs of abonnement wordt toegewezen ».

**Art. 2.** In het eerste lid van artikel 2 wordt na « 19 » toegevoegd « 19bis ».

Het tweede lid van artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt : « evenwel zijn de artikelen 19, § 4 en § 5, tweede lid, slechts van toepassing op deze wedstrijden wanneer de organisator een ploeg is van de eerste nationale afdeling ».

**Art. 3.** Het artikel 6 wordt aangevuld met een vierde punt, luidend :

« 4<sup>e</sup> de nominatieve gegevens van de houder van het abonnement ».

**Art. 4.** L'article 9 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 9. Sur chaque titre d'accès acheté conformément à l'article 19, § 2 de cet arrêté, sont imprimés le nom et le(s) prénom(s) du détenteur du titre d'accès, ainsi que le nom du titulaire de la carte de groupe par l'intermédiaire duquel il a obtenu le titre d'accès.

Sur chaque titre d'accès acheté par une personne conformément à l'article 19, § 3 et § 4 de cet arrêté, sont imprimés le nom et le prénom de cette personne ».

**Art. 5.** L'article 13 du même arrêté est complété par un alinéa 3, rédigé comme suit :

« Les titres d'accès alloués par l'organisateur au club adverse doivent être répartis par ledit club adverse parmi ses propres supporters ».

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'article 19, § 3, du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 19. § 3. Toute personne s'étant identifiée par la présentation d'un moyen de légitimation ou d'un document d'identification, peut obtenir un seul titre d'accès au secrétariat central de l'organisateur et dans les points de vente décentralisés reconnus par l'organisateur.

Par dérogation à l'alinéa premier, l'organisateur peut décider de délivrer au maximum trois titres d'accès supplémentaires à une personne qui s'est identifiée par la présentation d'un moyen de légitimation ou d'un document d'identification, pour autant que les personnes à qui ils sont destinés se soient identifiées par la présentation d'un moyen de légitimation ou d'un document d'identification.

Les données nominatives de chaque détenteur ainsi que leur choix de supporter sont enregistrés ».

§ 2. L'article 19, § 4, est remplacé comme suit :

« § 4. Toute personne s'étant identifiée par la présentation d'un moyen de légitimation peut obtenir un seul titre d'accès aux guichets du stade dans les trois heures qui précèdent la rencontre.

Les données nominatives de cette personne ainsi que son choix de supporter sont enregistrés. »

§ 3. L'article 19, § 5 est remplacé comme suit :

« Art. 19. § 5. Par dérogation au § 3, l'organisateur peut délivrer plusieurs titres d'accès à un père, une mère ou un tuteur s'il s'agit de titres d'accès destinés à des enfants de moins de 16 ans et pour autant qu'ils figurent également sur le moyen de légitimation du père, de la mère ou du tuteur ou pour autant que le document d'identification de ces enfants soit présenté par le père, la mère ou le tuteur.

Par dérogation au § 4, l'organisateur peut délivrer plusieurs titres d'accès à un père, une mère ou un tuteur s'il s'agit de titres d'accès destinés à des enfants de moins de 16 ans et pour autant qu'ils figurent également sur le moyen de légitimation du père, de la mère ou du tuteur.

Les données nominatives des détenteurs ainsi que leur choix de supporter sont enregistrés ».

**Art. 7.** Dans le chapitre III du même arrêté est ajoutée une section *2bis* rédigée comme suit :

« *Section 2bis.* — Dispositions propres aux compétitions entre équipes de première division nationale. »

Article *19bis*. Sans préjudice de l'article 12, 3<sup>e</sup> de cet arrêté, l'organisateur ne délivre d'abonnements qu'aux personnes qui se sont identifiées via un moyen de légitimation et qui ont fait connaître leur choix de supporter ».

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 9.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 novembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

**Art. 4.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. Op elk toegangsbewijs dat verkregen wordt overeenkomstig artikel 19, § 2, van dit besluit, worden de naam en de voorna(m)en van de houder van het toegangsbewijs gedrukt, alsook de naam van de titularis van de groepskaart via dewelke hij het toegangsbewijs heeft verkregen.

Op elk toegangsbewijs dat een persoon verkrijgt overeenkomstig artikel 19, § 3 en § 4 van dit besluit, worden de naam en de voornaam van die persoon gedrukt ».

**Art. 5.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een derde lid, luidend :

« De door de organisator aan de rivaliserende club toegekende toegangsbewijzen, dienen door de rivaliserende club onder de eigen supporters verdeeld te worden ».

**Art. 6.** § 1. Het artikel 19, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 19. § 3. Elke persoon die zich identificeert aan de hand van een middel ter legittimatie of een document ter identificatie, kan op het centrale secretariaat van de organisator en op de door de organisator erkende gedecentraliseerde verkooppunten één enkel toegangsbewijs verkrijgen.

In afwijking van het eerste lid kan de organisator beslissen om aan een persoon die zich identificeert aan de hand van een middel ter legittimatie of een document ter identificatie, maximum drie bijkomende toegangsbewijzen toe te kennen voor zover de personen voor wie ze zijn bestemd, geïdentificeerd zijn aan de hand van een middel ter legittimatie of een document ter identificatie.

De nominatieve gegevens van iedere houder alsook zijn supporterskeuze worden geregistreerd. »

§ 2. Het artikel 19, § 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. Elke persoon die zich identificeert aan de hand van een middel ter legittimatie kan aan de loketten van het stadion en in de drie uren die de wedstrijd voorafgaan, één toegangsbewijs verkrijgen.

De nominatieve gegevens van deze persoon alsook zijn supporterskeuze worden geregistreerd ».

§ 3. Het artikel 19, § 5 wordt vervangen als volgt :

« Art. 19. § 5. In afwijking van § 3, kan de organisator meerdere toegangsbewijzen toekennen aan een vader, moeder of voogd indien het gaat om toegangsbewijzen bestemd voor kinderen jonger dan 16 jaar en voorzover zij mee opgenomen zijn op het middel ter legittimatie van de vader, moeder of voogd of voor zover het document ter identificatie van deze kinderen door de vader, moeder of voogd wordt voorgelegd.

In afwijking van § 4 kan de organisator meerdere toegangsbewijzen toekennen aan vader, moeder of voogd, indien het gaat om toegangsbewijzen bestemd voor kinderen jonger dan 16 jaar en voorzover zij mee opgenomen zijn op het middel ter legittimatie van de vader, moeder of voogd.

De nominatieve gegevens van de houders, alsook hun supporterskeuze worden geregistreerd. »

**Art. 7.** In hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt een afdeling *2bis* ingevoegd, luidende :

« *Afdeling 2bis.* — Bepalingen eigen aan wedstrijden tussen ploegen van de eerste nationale afdeling. »

Artikel *19bis*. Onverminderd artikel 12, 3<sup>e</sup> van dit besluit, kent de organisator enkel abonnementen toe aan personen die zich hebben geïdentificeerd via een middel ter legittimatie, en die hun supporterskeuze bekend gemaakt hebben ».

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 9.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 november 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE